SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

73ème session de l'Assemblée générale des Nations-Unies
Première Commission
(New York, 31 octobre 2018)

Intervention de M. Yann HWANG
Ambassadeur, Représentant permanent de la France
auprès de la Conférence du Désarmement
Chef de la délégation française

« Désarmement régional et sécurité»

Monsieur le président,

[***IF ANY :*** La France s'associe pleinement au discours prononcé au nom de l'Union européenne. J'y ajoute quelques remarques à titre national.]

Monsieur le président, chers collègues,

La dimension régionale des travaux de la Première Commission revêt pour ma délégation une grande importance.

Au niveau régional, **entre anciens adversaires qui ont appris à travailler ensemble pour construire un voisinage de paix, peuvent en effet se cristalliser des bonnes pratiques ambitieuses, susceptibles d'inspirer les travaux que nous menons dans les enceintes onusiennes et au sein des conventions de désarmement à vocation universelle**.

L'Union européenne en est le meilleur exemple, qui est parvenue à tirer les leçons d'un passé douloureux pour construire une paix durable en inventant un nouveau mode de gouvernance des divergences : « l'unité dans la diversité ». Par sa politique de voisinage ou la coopération qu'elle apporte aux Etats tiers, l'UE met cette expérience au profit de ses partenaires. Les outils de coopération qu'elle propose, notamment dans le domaine du désarmement, sont fortement imprégnés de la dimension régionale. A titre d'exemple, la France participe activement au programme d'assistance de l'UE destiné à

favoriser l'entrée en vigueur, l'universalisation rapide et la mise en œuvre effective du traité sur le commerce des armes. Dans ce cadre, la France a notamment organisé cette année des ateliers, des visites d'étude et d'autres activités connexes au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Nigéria, au Sénégal, en Sierra Leone, au Togo ainsi qu'aux Philippines.

Monsieur le président, chers collègues,

Les initiatives de non-prolifération et de désarmement menées aux niveaux mondial, régional et sous-régional, peuvent se renforcer mutuellement lorsqu'elles sont conçues dans une logique de complémentarité. La mobilisation de la communauté internationale contre la menace posée par le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre, en constitue un bon exemple.

Au niveau global : le Programme d'Action des Nations Unies contre le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects fournit un cadre général pour la lutte contre les trafics d'ALPC, et encourage d'ailleurs fortement la coopération à tous les niveaux. La France en présidant la 3ème Conférence d'examen du PoA en 2018, a démontré son plein engagement dans cette voie.

Au niveau régional: la coopération est essentielle compte tenu de la nature largement transfrontalière des trafics d'ALPC. La France s'est également impliquée très activement, avec par exemple des actions dans la zone sahélo-saharienne dans la lutte contre les nombreux trafics transfrontaliers, et en tout premier lieu celui des armes, munitions et explosifs.

L'Opération Serval avait ainsi conduit à la saisie de 200 tonnes d'armes et de munitions en 2013 et 2014. Depuis, l'opération Barkhane, qui contribue à la lutte contre le trafic illicite d'ALPC et à la désorganisation du flux d'armes groupes terroristes, a continué de saisir chaque année plusieurs tonnes d'armes et de munitions.

En même temps, en s'impliquant activement dans la montée en puissance de la force conjointe du G5 Sahel la France a encouragé les Etats de cette région (Tchad, Niger, Burkina Faso, Mali et Mauritanie) à renforcer leur présence militaire dans les zones frontalières en améliorant leur coordination grâce à une chaîne de commandement unique.

Ces initiatives françaises au niveau régionales sont loin d'être les seules. On peut également citer la révision de la stratégie de l'Union Européenne sur la lutte contre les trafics illicites d'ALPC, ainsi que les efforts de l'OSCE pour encourager les bonnes pratiques, l'assistance et la coopération dans ce domaine.

Enfin, au niveau sous régional :

La France soutient ainsi le Centre de perfectionnement aux actions post-conflictuelles de déminage et de dépollution de Ouidah, au Bénin. Celui-ci a une vocation régionale et permet de soutenir nos partenaires africains dans le renforcement de leurs capacités d'évaluation, de mise aux normes et de gestion des ALPC ou des stocks de munitions.

Autre exemple, en Europe où la France a créé, avec l'Allemagne, un groupe de coordination sur les armes légères dans les Balkans occidentaux, dans le but de favoriser l'échange d'informations et les synergies entre les initiatives bilatérales, régionales et internationales relatives afin de renforcer la lutte contre le trafic d'armes dans cette région, avec notamment l'installation en Bosnie-Herzégovine d'une unité permanente de renseignements sur les affaires criminelles, chargée de rassembler et d'analyser les informations sur les ALPC.

Monsieur le président, chers collègues,

A l'échelle du continent européen, la France, comme les autres Etats membres de l'UE, apporte un fort **soutien à la mise en œuvre de mesures de transparence et de renforcement de la confiance adaptées à la situation géostratégique de la région, et s'engage activement dans le dialogue visant à les renforcer, notamment au sein de l'OSCE.**

Le **Traité sur les forces conventionnelles en Europe** aura permis la destruction de nombreux équipements : mon pays ne se résout pas à le voir dépérir et appelle les parties à créer les conditions pour revenir à sa mise en œuvre pleine et entière. Nous exprimons également nos préoccupations quant aux divergences de mise en œuvre du **Traité Ciel Ouvert**, et engageons les Etats parties à rechercher de bonne foi des solutions au sein de la Commission consultative dédiée à cet instrument parmi les fondements de l'architecture de sécurité européenne. Le **Document de Vienne**, pour sa part, constitue un instrument de confiance autant que de transparence et de réduction des risques : ma délégation souhaite poursuivre avec tous les pays concernés le renforcement et la modernisation de ce texte, pour l'adapter à l'évolution des doctrines et des équipements militaires.

D'autres instruments ont recueilli le consensus au sein de **l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe**, notamment sur la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive ou les menaces transversales, la cyber-sécurité, la gestion des ALPC et des stocks de munitions : ils sont étudiés de près par les partenaires méditerranéens ou asiatiques de l'OSCE comme autant de bonnes pratiques adaptables à leur environnement régional spécifique.

Je vous remercie./

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

72nd session of the United Nations General Assembly
First Committee
(New York, 30 October 2018)

Address by Mr Yann Hwang
Ambassador, Permanent Representative of France
to the Conference on Disarmament
Head of the French Delegation

« Regional disarmament and security »

Mister Chairman,

[***IF ANY :*** France fully adheres to the statement delivered on behalf of the European Union. I would like to add some remarks in a national capacity.]

Chairman, fellow colleagues,

The regional dimension of the First Committee's work is an issue of great importance to my delegation.

At regional level, **ambitious best practices that may inspire our work in UN forums and disarmament conventions with universal scope may indeed take root among former adversaries that have to learn to get to know each other to build a neighborhood of peace**.

The European Union is the best example of this as it has succeeded in drawing the lessons from a painful past, to build a lasting peace by inventing a new governance of divergences, namely "unity in diversity". The EU enables its partners to benefit from this experience through its neighborhood policy and the cooperation it provides to third States. EU cooperation tools have a strong regional dimension, including in the field of disarmament. For example, France is actively participating in the EU assistance program to promote the entry into force, early universalization, and effective implementation of the Arms Trade Treaty. Within this framework, France has organized workshops, study visits and other related activities in Benin, Burkina Faso, Cameroon, Ivory Coast, Nigeria, Senegal, Sierra-Leone, Togo and Philippines.

Chairman, fellow colleagues,

Global, regional and sub-regional non-proliferation and disarmament initiatives can be mutually reinforcing when they are designed with a view to achieving complementarity. The mobilization of the international community against the threat of the illicit trade in small arms and light weapons is a good example of this.

From a global perspective: the United Nations Program of Action on all aspects of the illicit trade in small arms and light weapons provides a general framework against the trade of SALWs, and strongly encourages cooperation at all levels. France, chairing the 3rd PoA Review Conference in 2018, has demonstrated its full commitment in this direction.

From a regional perspective: cooperation is essential, given the largely cross border nature of SALW trafficking. France has also been very actively involved, with for example these actions in the Sahel-Saharan zone in the fight against the numerous cross-border traffic, and first and foremost that of weapons, ammunition and explosives.

The Serval operation in the Sahel-Saharan strip led to the seizure of 200 tons of weapons and ammunition in 2013 and 2014. Since then, the Barkhane operation, which contributes to the fight against illicit trafficking of SALW and breaking up weapon supply flows to terrorist groups, has continued to seize several tons of weapons and ammunition each year.

In the same time, France has also also actively involved in the ramp-up of the G5 Sahel force, encouraging States of the region (Chad, Niger, Burkina Faso, Mali, and Mauritania) to bolster their military presence in border areas by improving their coordination through a single chain of command.

These French initiatives at the regional level are far from being the only ones. France also participates in initiatives such as the revision of the European Union's strategy to fight SALW trafficking, as well as the OSCE's efforts to encourage good practices, assistance, and cooperation in this field.

And finally from a sub-regional perspective:
France supports the Centre for Development of Post-Conflict Mine Action and Decontamination Actions in Ouidah, Benin, which has a regional remit and helps support our African partners in bolstering their capacity for evaluation, upgrading, and managing SALW and ammunition stockpiles.

Other example, in Europe, where France, with Germany, has launched a SALW coordination group in the western Balkans, with the aim of fostering the exchange of

information and synergies between bilateral and regional and international initiatives on SALW, with notably a permanent criminal intelligence unit, set up in Bosnia-Herzegovina, responsible for collating and analyzing information on SALW.

Chairman, fellow colleagues,

At the European level, France, like the other EU Member States, strongly **supports the implementation of transparency and confidence-building measures adapted to the geostrategic situation in the region, and actively engages in dialogue aiming at reinforcing those, notably within the OSCE**.

The **Treaty on Conventional Armed Forces in Europe** has enabled the destruction of a great deal of equipment: my country cannot reconcile itself to seeing it wither away and calls on parties to create the conditions to return to its full and comprehensive implementation. We would also like to express our concern as regards the disparities in implementing the **Open Skies Treaty**, and we call upon States Parties to look in good faith for solutions within the Consultative Commission for this instrument, a key pillar in the European security architecture. The **Vienna Document**, for its part, is as much a confidence-building as a transparency and risk-reduction instrument: my delegation wishes to continue bolstering and modernizing this text together with all countries concerned to adapt it to changing military doctrine and equipment.

Other instruments achieved consensus within the **Organization for Security and Cooperation in Europe**, notably on the fight against the proliferation of weapons of mass destruction or transversal threats, cyber-security, and the management of small arms and light weapons and ammunition stockpiles: they are studied closely by the OSCE's partners in Asia and the Mediterranean as best practices that can be adapted to their specific regional environment.